

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 16/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCHAEFFLER FRANCE CHAMBERY**

148, rue Félix Esclangon - ZI de Bissy  
73000 Chambéry

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SCHAEFFLER FRANCE CHAMBERY implanté 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection de l'établissement SCHAEFFLER FRANCE CHAMBERY a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12 juin 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHAEFFLER FRANCE CHAMBERY
- 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0010700009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHAEFFLER FRANCE CHAMBERY exploite une activité de travail mécanique des métaux, de dégraissage et de traitement des métaux. Elle fabrique depuis 1970 des vis à billes et à

rouleaux utilisées dans un grand nombre d'applications industrielles pour le marché médical, l'aéronautique, la robotique, l'armée.

Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014 et d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'étude des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en date du 29/08/2012. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation de 2014 ont été actualisées et consolidées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/12/2025.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 12/06/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments présentés par l'exploitant lors de la visite d'inspection ainsi que l'ensemble des informations et documents transmis en amont de cette visite permettent de considérer que les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12/06/2025 sont désormais toutes respectées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> APMD du 12/06/2025, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> La société EWELLIX SCHAEFFLER – dont l'établissement est implanté au 148 rue Félix Esclangon Zone Industrielle de Bissy 73000 Chambéry - est mise en demeure de respecter, sous un délai de 6 mois, les prescriptions de l'alinéa V de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rappelées ci-après : « V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. »
<b>Constats :</b>  <u>Visite d'inspection du 20 septembre 2024:</u> Il avait pour rappel été demandé à l'exploitant: <ul style="list-style-type: none"><li>• de poursuivre les actions engagées à propos des dispositifs de rétention des pollutions accidentelles et de mettre en place des systèmes d'obturation des réseaux au droit de l'ensemble des exutoires EU/EP (3 points manquants conformément à la dernière étude réalisée par SOCOTEC en octobre 2022) ;</li><li>• de mettre à jour le plan des réseaux de l'établissement conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014.</li></ul> <u>Visite d'inspection du 1er avril 2025:</u> Il avait pour rappel été demandé à l'exploitant:

- d'identifier, en cohérence avec la dernière étude réalisée par SOCOTEC en octobre 2022 et avec la mise à jour du plan des réseaux de l'établissement, les points de rejets EU et EP qui doivent effectivement être pourvus d'un dispositif d'obturation afin de pouvoir retenir, en cas de besoin, l'ensemble des eaux d'extinction au sein des bâtiments dans lesquels sont implantées les installations classées de l'établissement et de transmettre les documents permettant de justifier que l'ensemble des points concernés sont équipés d'un tel dispositif;
- de transmettre un plan d'implantation des batardeaux automatiques et manuels.

En amont de la visite d'inspection du 16 avril 2026:

L'exploitant a régulièrement tenu l'inspection des installations classées informée de l'avancée des démarches qu'il a réalisées en vue d'un retour à la conformité:

- 20/05/25: courriel informant de la validation par le groupe SCHAEFFLER de la commande des 3 derniers obturateurs auprès de l'entreprise SATUJO;
- 06/06/25: commande des équipements réalisée auprès de SATUJO;
- 11/07/25: courriel informant de la réception du devis de l'entreprise BERTHOLLET pour la réalisation des travaux de génie civil préalables à la mise en œuvre des obturateurs et de la commande réalisée auprès de cette entreprise le 02/07/25. Réalisation prévisionnelle sur la période juillet-septembre puis réalisation ensuite des travaux de mise en œuvre des obturateurs;
- 15/09/25: visite de l'établissement par l'entreprise COPRIN dans le but de faire un point suite à la première commande des batardeaux réalisée en octobre 2023.
- 16/09/25: courriel informant de l'établissement d'un nouveau devis sous une semaine suite à la visite du site par COPRIN;
- 16/09/25: courriel informant de la bonne réalisation des travaux par l'entreprise BERTHOLLET en août 2025 et de la validation de ces derniers par SATUJO. Information de la transmission le 11/09/25 des cartes SIM nécessaires à la fabrication des obturateurs;
- 29/09/25: courriel informant de la commande réalisée auprès de l'entreprise COPRIN pour la fourniture et la mise en œuvre des derniers batardeaux avec un délai prévisionnel estimé à 2 mois;
- 18/11/25: intervention de SATUJO pour la mise en œuvre des obturateurs, transmission du plan des réseaux EU et EP à jour et de la cartographie des batardeaux;
- 20/11/25: courriel informant du report de l'intervention de l'entreprise COPRIN au 1er trimestre 2026;
- 04/12/25: courriel transmettant les documents relatifs aux 6 obturateurs installés sur le site.

Lors de la visite d'inspection du 16 avril 2026:

L'exploitant a dans un premier rappelé la stratégie de rétention des eaux d'extinction d'incendie du site et a présenté l'ensemble des actions mises en œuvre et des travaux réalisés au cours des derniers mois. Il a présenté le plan des réseaux EU/EP (implantation des 6 obturateurs) ainsi que la cartographie des batardeaux (équipements automatiques ou manuels).

L'exploitant a ensuite présenté de manière très détaillée:

- la procédure à suivre dans le cas d'un incendie (procédure "conduite à tenir en cas d'incendie" v7 du 13/04/2026). Cette procédure s'appuie sur 2 scénarios distincts (présence du personnel - absence du personnel). Différents documents sont annexés à cette procédure (plan d'intervention, implantation des dispositifs de coupure des utilités et des dispositifs de déclenchement des obturateurs, implantation des trappes de désenfumage, cartographie des batardeaux, plan d'implantation des obturateurs, check-list des actions à réaliser en cas d'évacuation);

- le tableau de suivi des formations du personnel. Cet outil est piloté par le service EHS en lien avec l'équipe en charge des ressources humaines de l'établissement;
- le tableau relatif au suivi des exercices et des cas réels ainsi que les comptes-rendus relatifs à ces différents événements.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il a profité de cette action de mise en conformité afin de mettre à jour les procédures relatives à la gestion des situations suivantes: inondation, pollution accidentelle des réseaux EU/EP, déversement accidentels.

L'exploitant a également indiqué avoir sollicité le SDIS afin qu'une nouvelle visite de l'établissement puisse être réalisée et que le plan ETARE puisse faire l'objet d'une mise à jour.

La présence des 6 ballons obturateurs a été vérifiée lors de la partie terrain. La présence des batardeaux a quant à elle été vérifiée par sondage sur l'ensemble des zones de l'établissement (atelier de traitement thermique, bâtiment principal, bâtiment annexe).

**Les éléments présentés par l'exploitant lors de la visite d'inspection ainsi que l'ensemble des informations et documents transmis en amont de cette visite permettent de considérer que les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12/06/2025 sont désormais toutes respectées.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure